














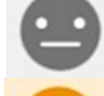

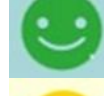





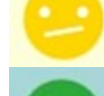



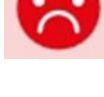







n°	Propositions	1° circ.	2° circ.	3° circ.	5° circ.	6° circ.	Légende	
		Stéphanie Rist	Caroline Janvier	Claude De Gannay	Marianne Dubois	Richard Ramos		favorable
1	Fin du secret des comptes des multinationales							plutôt favorable
2	Fin du secret touchant les bénéficiaires effectifs des sociétés écran							indécis
3	Pas de traitement de faveur pour les évadés fiscaux							plutôt défavorable
4	Mettre un terme à la concurrence fiscale							défavorable
5	Associer aussi les pays pauvres pour réformer le système fiscal international							ne se prononce pas
								s'est décommandée

Notre analyse des réponses de Stéphanie Rist

Stéphanie Rist ne se positionne pas sur nos propositions.

Elle se félicite de la liste des paradis fiscaux publiée le 5/12/17, "premier exemple d'une telle démarche" et s'en remet à la politique du gouvernement.

Elle oublie les nombreuses critiques envers cette liste qui n'inclut aucun pays européen ainsi que l'antériorité de la démarche avec la liste Moscovici en juin 2015.

Notre analyse des réponses de Caroline Janvier

Caroline Janvier est globalement favorable à nos propositions.

Elle attend les recommandations du groupe de travail de l'Assemblée Nationale pour se positionner complètement sur le verrou de Bercy.

Elle se félicite toutefois implicitement de la liste européenne des paradis fiscaux, alors que cette liste est très critiquée car n'incluant aucun pays européen.

Elle fait confiance au gouvernement pour soumettre prochainement un projet de loi contre l'évasion et la fraude fiscale.

Notre analyse des réponses de Claude De Gannay

Claude De Gannay se montre favorable ou plutôt favorable à nos propositions de transparence fiscale.

Il s'étonne de l'exception française du "verrou de Bercy" et reste plutôt indécis sur les propositions de sanctions et d'harmonisation fiscale.

Il lui semble utopique de vouloir inclure tous les pays et en particulier les pays en développement pour réformer le système fiscal international.

Notre analyse des réponses de Marianne Dubois

Marianne Dubois a fait preuve de beaucoup d'inertie à accorder un rendez-vous.

Le rendez-vous obtenu a été décommandé au dernier moment, sans proposition de reprogrammation.

Marianne Dubois se sent-elle concernée par le problème de l'évasion fiscale ?

Notre analyse des réponses de Richard Ramos

Richard Ramos est globalement favorable à nos propositions.

Concernant le verrou de Bercy, il regrette très fortement que sa suppression proposée à l'Assemblée Nationale en juillet 2017 ait été rejetée par une majorité de députés de la République en Marche.

Il considère qu'un enjeu principal est d'imposer effectivement les grosses sociétés au même taux que les petites entreprises, ces dernières étant pénalisées.

Nos 5 propositions : 5 mesures prioritaires à mettre en œuvre pour lutter contre l'évasion fiscale

1/ Fin du secret des comptes des multinationales

Le reporting public pays par pays est une revendication historique des organisations de la société civile engagées dans la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises multinationales.

Il s'agit d'obliger les entreprises à rendre publiques des informations comptables précises concernant leurs activités (notamment le chiffre d'affaires, le bénéfice réalisé, le nombre d'employés et les impôts payés) dans tous les pays où elles sont implantées, de manière à mesurer si les impôts versés correspondent à leur activité économique réelle.

Sans cette mesure, les entreprises continueront à se soustraire à l'impôt (optimisation fiscale) en délocalisant artificiellement leurs profits vers les pays où la fiscalité est la plus favorable au détriment des pays où elles créent réellement des richesses.

2/Fin du secret touchant les bénéficiaires effectifs des sociétés écran

Aujourd'hui de riches fortunés et des entreprises se cachent derrière des trusts et des sociétés écran, logés dans les paradis fiscaux, pour échapper à l'impôt.

Ces sociétés écran sont également au cœur des montages permettant le blanchiment de l'argent du crime et de la corruption à grande échelle. Elles permettent aussi le financement d'activités terroristes.

Il s'agit d'obliger les pays membres de l'UE à tenir des registres publics des propriétaires effectifs des sociétés écran et des trusts qui sont aujourd'hui un vecteur clé de l'opacité financière.

3/ Pas de traitement de faveur pour les évadés fiscaux

L'évasion fiscale et les scandales fiscaux à répétition nuisent au consentement des citoyens à l'impôt .

Les sanctions envers les fraudeurs et les intermédiaires qui les aident doivent être durcies.

La notion d'abus de droit doit être renforcée et l'administration-dotée de plus de moyens pour enquêter systématiquement sur les montages fiscaux des entreprises et des particuliers.

Le « verrou de Bercy », spécificité française qui donne au ministère des finances le monopole pour ouvrir des poursuites judiciaires contre les fraudeurs fiscaux, doit être supprimé pour rendre l'initiative au ministère public.

4/ Mettre un terme à la concurrence fiscale

Les états européens se sont engagés dans une concurrence fiscale qui nivelle par le bas les recettes de l'impôt sur les sociétés, à l'image de la France qui a voté début 2018 la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 33% à 25%).

Cette concurrence prive les états des ressources nécessaires au financement des services publics essentiels (santé, éducation..) et de la transition écologique.

Pour y remédier, la France doit soutenir une harmonisation fiscale ambitieuse au niveau européen.

5/ Associer aussi les pays pauvres pour réformer le système fiscal international

La France doit soutenir une réelle réforme du système fiscal international avec la création à l'ONU d'un organisme dédié où tous les Etats, y compris les pays en développement, discuteront sur un pied d'égalité.